

Mission ministérielle des achats

APPEL A COMPETENCES (RFI) 25051_DSD_ Acheminement et fret hors normes de la valise diplomatique Note à l'attention des opérateurs économiques

1. Précisions liminaires :

Le questionnaire joint à la présente note ne constitue ni une consultation, ni un appel à concurrence au sens du Code de la commande publique.

Les réponses reçues serviront uniquement à orienter la préparation d'un futur marché public.

2. Objet et contexte de la demande :

Le présent accord-cadre a pour objet la prise en charge et l'acheminement (par voies aérienne, maritime, terrestre ou multimodale) **de porte à porte** sous immunité diplomatique depuis la France, de marchandises diverses de fret hors normes appartenant ou confiées aux services centraux du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, vers ses implantations à l'étranger (missions diplomatiques ou consulaires, résidences des ambassadeurs, résidences administratives, représentations permanentes auprès des organisations internationales, commissions et sites de conférences internationales, bureaux..).

Le marché est divisé en quatre lots en fonction des destinations.

- **LOT n°1** : acheminement par voies aérienne, maritime ou terrestre à destination du **continent africain et de la péninsule arabique**
- **LOT n°2** : acheminement par voies aérienne, maritime ou terrestre à destination de l'**Europe**
- **LOT n°3** : acheminement par voies aérienne, maritime ou terrestre à destination du **continent américain**

Mission ministérielle des achats

- **LOT n°4** : acheminement par voies aérienne, maritime ou terrestre à destination de l'**Asie** (hors péninsule arabique) et **Océanie**

3. Périmètre et durée du projet :

Le futur marché, qui sera lancé en 2026, couvrira une durée d'exécution estimée à 48 mois , reconductions comprises.

4. Présentation générale du projet :

La Mission de la valise diplomatique du gouvernement français (VD) est rattachée à la direction de la sécurité diplomatique (DSD) au sein du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE).

Cette Mission organise, coordonne et contrôle toutes les expéditions diplomatiques de la République française. Elle a une compétence interministérielle et centralise les envois assurés par l'ensemble des institutions bénéficiaires du service.

La Mission de la Valise diplomatique du gouvernement a la charge de veiller à l'application des stipulations de l'article 27 de la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques et les expéditions officielles du gouvernement français, ainsi qu'à l'application des dispositions spécifiques dans ce cadre.

Les acheminements peuvent être réalisés par voies de transport traditionnel (voies aérienne, maritime ou terrestre). Ils peuvent également être effectués, si besoin est, par transport combiné.

5. Protection des informations communiquées :

L'exploitation des réponses est réalisée par la Mission ministérielle des achats du MEAE. Les informations sont portées à la seule connaissance des membres du projet.

6. Modalités de correspondance et de remise des réponses :

Les opérateurs économiques intéressés transmettent leur réponse au questionnaire par courrier électronique via PLACE au plus tard le **12 novembre 2025 à 17h00** (heure de Paris).

Les opérateurs peuvent apporter d'autres éléments que le support de réponse fourni dans le présent dossier s'ils le souhaitent (PowerPoint de présentation par exemple).

Mission ministérielle des achats

- **Contenu des dossiers de réponse :**

Les réponses au questionnaire peuvent être présentées directement en complétant le document « support de réponse », joint à la présente note. Les opérateurs économiques peuvent compléter leur réponse en portant à l'attention de l'administration toute information qu'ils jugeraient utile.

- **Demande de précisions et remise des dossiers de réponses :**

Les opérateurs économiques peuvent demander des précisions sur la demande d'informations. La demande de précisions doit être adressée par courrier électronique via la PLACE.

7. Calendrier :

Dans le cadre des analyses préalables, les opérateurs économiques sont informés que des échanges par écrit ou des entretiens téléphoniques peuvent être organisés.

La consultation est susceptible d'être publiée sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) au cours du premier trimestre de l'année 2026 pour des réponses attendues courant mars 2026.